



Bilan de la journée anti OGM du 18 juin 2005

Bilan d'étape du collectif régional

Collectif Action Citoyenne OGM de Franche-Comté

LA JOURNEE DU 18 JUIN 2005

• La campagne

La deuxième journée nationale et européenne de la campagne d'information sur les OGM a été relayée à Besançon Place Saint Pierre par le collectif Action citoyenne OGM Franche Comté.

Cet événement a été organisé par Greenpeace, la Confédération Paysanne, ATTAC, France Nature Environnement, la Fédération Nationale Agriculture Biologique, les Amis de la Terre, Agir pour l'Environnement.

Voir le site web : www.altercampagne.free.fr

• A Besançon :

- Un stand d'information a permis de présenter les différents documents préparés par chacune des associations organisatrices. Le succès des petits guides de Greenpeace « Détective OGM » pour repérer dans les magasins les produits alimentaires avec des composants transgéniques a encore une fois fait ses preuves.
- Le film de Suzanne Körösi « OGM : La fin des chimères ? » est passé en boucle sous abri.
- Une pétition a circulé pour inciter l'Europe à rendre une directive afin que l'on renseigne réellement auprès des consommateurs la présence d'OGM sur les produits alimentaires.
- Un ballon gonflé à l'hélium a flotté et le grand drapeau avec le logo de la journée a marqué visuellement l'endroit (logo de ce document).
- Du jus de pomme produit régionalement a été vendu.

• A Saint Claude :

L'association Humeur Bio organise des marchés avec des producteurs locaux autour de Saint Claude. Dimanche 3 juillet, pendant le marché prévu au Moulin de Cuttura, un tepee a été dressé sous lequel le film de Suzanne Körösi est passé.

• A Vesoul

Une distribution de tracts et de guides des produits avec ou sans OGM Greenpeace à été réalisée devant le magasin CORA à Vesoul grâce aux Faucheurs Volontaires. Le responsable du magasin est venu à la rencontre des militants : il en a découlé une discussion très cordiale.

L'IMPACT DE LA JOURNEE

• Le public

A Besançon, parmi les personnes qui se sont arrêtées, une catégorie avait déjà acquis la conscience des dangers des OGM. Leurs questions portaient plutôt sur les moyens de les repérer dans les magasins et sur l'efficacité que peuvent avoir les actions comme la nôtre.

Une catégorie était ignorante, chez les plus jeunes : « Je ne sais pas ce que veut dire OGM » a-t-on pu entendre. Sans doute que l'effet de nouveauté est passé et qu'il faut songer à répéter l'information auprès des générations montantes.

Le maire de Besançon, est passé deux fois, s'est intéressé au sujet, ainsi qu'au collectif.

• Les animateurs présents

Cette journée a permis aux associations et syndicats membres du collectif de se rencontrer à nouveau. Des personnes externes sont venus nous aider : des membres du MAPIC (Mouvement : Appel Pour une Insurrection des Consciences) et des élus Verts.

Rappelons que l'an dernier, le 8 mai 2004, il n'y avait que des membres de la Confédération Paysanne et un membre de ATTAC.

• Les médias

L'un d'entre nous a été invité au journal de midi à FR3 pour expliquer la journée et faire un point sur les OGM. Le présentateur a laissé du temps à l'invité.

L'Est Républicain a limité l'information à deux entrefilets pour annoncer cette journée. Le journal n'a pas fait l'effort de rédiger un article sur le sujet.

Au niveau national, les articles de presse se sont concentré, pour la plupart, sur la tentative d'arrachage du maïs transgénique planté par Méristem Thérapeutics dans le Puy de Dôme. Les articles ont été moins intéressants en général que l'an dernier : le spectaculaire fait mieux vendre que l'information...

LES EFFETS DE LA JOURNEE

• La région renforce son affirmation anti-OGM

Rappelons que l'an dernier, le 24 juin 2004, la région a voté en assemblée plénière une motion affirmant une défiance à l'égard des OGM. Une motion régionale n'a pas force juridique, contrairement à un arrêté communal. Mais elle a une notoriété politique.

Cette année, le 24 juin encore (date fétiche ?), en assemblée plénière, décision a été prise d'inscrire la Franche-Comté dans la Charte de Florence. C'est une charte, établie par 20 régions signataires de différents pays européens en février cette année. Les signataires s'engagent à protéger, avec la plus forte vigilance, les cultures conventionnelles et biologiques contre les contaminations transgéniques et à faire évoluer les appareils juridiques nationaux et européen.

• Le collectif accueille des nouveaux

Pour rappel, le collectif est actuellement composé de :

- Attac Doubs et Jura,
- la Confédération Paysanne Jura, Doubs, Haute Saône,
- Interbio Franche Comté, Syndicat Bio de Haute Saône, Syndicat des Agrobiologistes du Jura, GAB Doubs,
- Franche Comté Nature Environnement, Doubs, Haute Saône, Jura,
- Saône Doubs Vivants
- Humeur Bio.

Le MAPIC, qui est venu en aide pendant le journée, rejoint le collectif.

Voir site web : www.appel-consciences.org. Cliquer le lien : « Pour une insurrection des consciences pdf 2002 », qui présente le texte fondamental de l'association.

L'UFC Que choisir a décidé aussi d'affirmer son positionnement anti OGM avec nous.

Voir site web : www.quechoisir.org

Cela correspond à notre objectif d'accroître le nombre d'associations et d'organisations professionnelles, afin de :

- rassembler une pluralité d'acteurs qui additionnent les regards sur les OGM
- augmenter les possibilités d'actions
- renforcer l'autorité de notre parole en Franche Comté

• Envie de Greenpeace ?

L'un des objectifs de cet événement a été de profiter de ce temps fort pour créer un groupe local Greenpeace qui n'existe pas à Besançon. Le collectif pense que la présence d'un tel groupe pourrait déclencher un nombre significatif d'adhésions, particulièrement chez les jeunes, renforcer notre visibilité, et donner plus de présence au débat régional sur les OGM.

Nous avons vérifié encore une fois, l'attrait de cette association pendant cette journée. Il existe une liste maintenant qui permet de constituer un groupe et un noyau mobilisateur de personnes. Il manque encore les modalités de coordination avec Greenpeace national qui limite le nombre de relais locaux et Greenpeace Dijon avec qui se mettre en antenne. A terme, il y aura aussi à dégager un noyau de personnes qui porte l'organisation locale, sachant que les personnes mobilisatrices ont déjà d'autres engagements.

• On dit que...

Les informations se promènent, les portes sont parfois mal fermées, les secrets sont mieux tenus quand on s'y met à plusieurs...

On peut espérer que Besançon, à son tour fera l'objet d'une déclaration hostile aux produits transgéniques.

Peut-être aussi qu'il sera plus dur d'obtenir certaines subventions publiques pour les filières agro-alimentaires qui laissent passer les OGM.

Le collectif vous tiendra au courant...

LES PERSPECTIVES

• Se donner les moyens de notre volonté

Rappelons notre légitimité. Les sondages ont toujours enregistré un minimum de 70% des personnes qui refusent les OGM. Chaque année, les essais qui sont accordés en champs font suite à une procédure obligatoire de consultation publique par Internet, où chaque année, 90% des réponses au minimum...s'expriment contre les essais en champs.

Nous constatons l'attrait du collectif avec l'arrivée de nouvelles associations. Nous continuons à œuvrer dans ce sens pour faire encore venir des forces.

Nous constatons que la présence du collectif dans la région entretient le débat sur le sujet. Des initiatives politiques qui commencent à être prises vont dans le bon sens.

Cependant, nous ne nous sommes pas constitués pour devenir un lobby. Nous sommes des citoyens et des professionnels informés des dangers des OGM. Nous voulons que ce collectif soit un outil d'explications, qu'il serve aussi à des évolutions juridiques et pratiques vers des solutions sans OGM.

Nous souhaitons pouvoir donner de l'information au public, sachant que mieux il est averti plus il sera vigilant sur les OGM, notamment dans l'alimentation.

Nous souhaitons aussi agir auprès des milieux professionnels pour développer des solutions économiques en agriculture et commerce, qui contribuent à la qualité du travail et des produits.

Nous voulons expliquer cela à nouveau au Conseil régional.

• Les pistes actuelles

Nous avons prévu des réunions d'informations, aussi bien pour un nombre restreint de personnes que des conférences. Nous songeons à l'organisation de cycles de séminaires impliquant les milieux professionnels et politiques.

Nous voulons réagir et faire réagir aux conclusions rendues le 14 avril dernier par la Commission d'Information Parlementaire menée sous la présidence du député Jean Yves le Déaut. Le rapport préconise notamment que les cultures biologique tolèrent une présence de 0,9% de présence de gènes transgéniques dans leurs champs. Aussi que l'Etat indemnise des agriculteurs éventuellement contaminés, puisque les sociétés d'assurance refusent d'assurer ce risque. L'Etat accepterait ainsi de prendre en charge les accidents provoqués par les semenciers fournissant des OGM avec l'argent des citoyens qui massivement les refusent. Rappelons que ce député croit -ou dit croire- que «la nature n'a fait que de fabriquer des OGM, tout au long des quatre milliard d'années qui viennent de s'écouler».

Nous réfléchissons à un financement privé de notre collectif, afin de le structurer et d'avoir les moyens nécessaires à nos actions (frais de documentation, de manifestations...).

Nous avons aussi à mieux nous informer des initiatives qui apparaissent dans la région, afin de mutualiser nos moyens et d'organiser la vocation régionale de ce collectif.

PROCHAINE REUNION : 	Mercredi 7 septembre 2005 à 14 heures Maison Régionale de l'Environnement 15 rue de l'Industrie (proche gare SNCF) 25000 Besançon Téléphone : 03 81 80 92 98
--	---